

GENÈVE • Régis de Battista, député socialiste et figure du monde associatif, bataille ferme pour que les pouvoirs publics rachètent les locaux du défunt journal «La Suisse». Une occupation symbolique du site est organisée aujourd'hui *lund: 24.11*

«Genève a besoin d'un lieu ouvert au monde associatif» *Le Temps*

Jeudi prochain, les deux derniers immeubles de Sonor SA – propriétaire du journal disparu *La Suisse* – seront dispersés aux enchères. Cette vente mettra un terme à la liquidation de la société de Jean-Claude Nicole et peut-être aussi à l'idée de «Maison des associations socio-politiques» qu'une cinquantaine de groupements voudrait installer dans ces locaux avec le soutien financier de l'Etat et de la Ville de Genève.

D'où leur décision d'occuper «symboliquement» les lieux pour 24 heures à partir de ce matin, comme l'a révélé la dernière édi-

tion de l'hebdomadaire dominical *Info-Dimanche*.

Le Temps: En tant que député socialiste, vous connaissez bien la situation financière des pouvoirs publics. Comment espérez-vous les convaincre d'engager une dépense de quelque 4 millions de francs?

Régis de Battista: Nous sommes maintenant en discussion avec eux depuis des mois. Deux motions – au Grand Conseil et au Conseil municipal – soutiennent notre projet. Pour nous, plus que d'une dépense, il s'agit d'un investisse-

ment au niveau éducatif et social. Qui sait si cette maison ne permettrait pas de faire l'économie de certaines tensions? Quand il faut faire des économies, il faut aussi fixer des priorités. Genève n'a qu'à renoncer, par exemple, à un ou deux giratoires...

- Pourquoi la Fédération pour l'Expression Associative, qui regroupe une soixantaine d'associations, n'essaye-t-elle pas de racheter elle-même ces locaux?

- Le monde associatif est multiple, peu organisé et n'est pas encore assez reconnu. Nous ne

pourrions pas obtenir les crédits nécessaires. Mais si les pouvoirs publics acquièrent les immeubles, nous nous engageons à financer complètement notre installation qui s'élèverait à 2,5 millions et ensuite à régler des frais de location d'environ 130 francs par mètre carré. L'Etat ne court aucun risque. Si, d'aventure, notre expérience échouait, il récupérerait des locaux en bon état, situés en plein centre de la ville.

- Comment est née l'idée d'une «Maison des associations»?

- Depuis huit ans, nous organi-

sons un «Village alternatif» dans le cadre du Salon du Livre. Il connaît un grand succès et tous ces groupes ont eu envie de poursuivre cette collaboration et ces échanges tout au long de l'année. Il y a aussi des raisons économiques. Ces associations voient leurs subventions diminuer, donc il vaut mieux se regrouper. Enfin, il y a un exemple encourageant, à quelques dizaines de kilomètres de Genève, à Chambéry, où les autorités ont mis gratuitement un bâtiment à la disposition des associations locales.

**Propos recueillis
par Anne Kauffmann**

L'INDEX DES RÉGIONS

GENÈVE

Les anciens locaux du journal *La Suisse* seront dispersés aux enchères jeudi. Pour faire pression sur les pouvoirs publics, la Fédération pour l'expression associative a décidé d'une occupation aujourd'hui.

p. 11